

# Stiglitz et l'organisation bancaire

Posté le : 5 mars 2010 13:01 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Crise financière, Analyse sectorielle

Pour notre auteur la question est vite vue : la cause du mal est toute entière dans la consanguinité entre Wall Street, les institutions de contrôle et les gouvernements. Les mêmes hommes ont eu les mêmes intérêts et la même vision qui a détruit toutes les règles prudentielles qui existaient. Ils savaient que les gains seraient pour eux, les pertes pour les contribuables, car leurs banques sont "too big to fail". "On n'a pas tant sauvé les banques que la fortune des hauts banquiers et porteurs d'obligations bancaires au moment où le système malhonnête a explosé".

L'originalité de Stiglitz est dans l'extension de la critique à Obama qui n'a pas su remettre en question ni les hommes ni leurs pratiques.

J. Stiglitz entend enfoncer le clou et rien n'est laissé sous silence de l'histoire de la dérèglementation, et des méthodes de sauvetage biaisées qui ont été employées. Nous laissons le lecteur découvrir ces développements qui sont très éclairants.

L'alternative ?

Il aurait fallu nationaliser temporairement et prendre la main sur la gestion des différents molochs malades après avoir chassé les dirigeants faillis.

Il aurait fallu casser le secteur bancaire en plusieurs morceaux spécialisés.  
Il aurait fallu réduire la taille des grands acteurs dans chaque morceau.

Il aurait fallu ridiculiser l'idée fausse que la finance internationale libérée de toutes contraintes optimisent l'allocation des ressources ; au contraire, elle l'a perturbé.

Il aurait fallu corriger la pratique qui veut que les banques ne stockent plus les risques mais les transportent, généralement en les camouflant, vers les épargnants qui ne savent pas ce qu'on met dans leurs comptes.

Il aurait fallu empêcher "des conflits d'intérêts géants".

Il aurait fallu remettre en cause toute une série d'innovations financières qui ne servent en rien l'économie et la prospérité générale mais seulement les intérêts de leurs concepteurs.

"Si faire le lien entre les nouveaux produits et les échecs économiques est d'une extrême facilité, on a du mal à repérer le moindre rapport entre les "innovations financières" et une hausse de productivité".

"Les grandes banques ont joué un rôle marginal dans la vraie création d'emplois. Elles excellaient à détruire des emplois."

Le diagnostic est implacable et presque évident. Mais rien n'a été fait. Ce que regrette vivement J. Stiglitz.

Ceux de nos lecteurs fidèles retrouveront intégralement ce que nous ne cessons d'affirmer depuis 18 mois. Il n'y a pas une feuille de cigarettes entre les conceptions de Stiglitz et les nôtres, publiées à chaud et sans délai.

La situation de consanguinité et de conflits d'intérêts est encore pire en France où une demi douzaine d'oligarques règnent sur la quasi totalité des dépôts des Français. Les effets de la crise y ont été moins forts qu'ailleurs pour des raisons qui ne tiennent en rien aux banques elles mêmes.

La législation des prêts immobiliers est en France beaucoup plus contraignante qu'aux Etats Unis.

Les Hedge-funds y sont interdits.

Cela n'a pas empêché les banques de noyer le pays sous les dettes et de prendre des risques excessifs. Les groupes trop petits ont cherché à tout prix d'obtenir une taille suffisante pour pouvoir résister. Comme en Suisse où UBS a surenchéri dans la croissance risquée pour contrer les grands établissements américains on a vu par exemple en France Natixis et les Banques populaires associées aux Caisses d'épargne se lancer dans une course désastreuse à la croissance oiseuses du bilan.

Même si quelques gros poissons ont l'air aujourd'hui de se porter à merveille, et ont même forcé, le système bancaire français en octobre 2008 était globalement en faillite. Elles ont été sauvées par les moyens suivants :

- La Trésor américain, donc le contribuable américain, a accepté de renflouer à coup de centaines de milliards de dollars AIG et différents établissement porteurs de CDS : du coup les banques françaises ont pu exercer des contrats qui sinon étaient sans effet. Personne n'avait imaginé en France qu'il y avait un risque de contrepartie. Les sommes versées par le contribuable américain excède le cumul des bénéfices annoncées par les 6 plus grands groupes bancaires français pour 2009 !

- La BCE en fournissant de l'argent quasi gratuit aux seules banques, les taux d'intérêt payés par les clients restant pratiquement inchangés, a offert des gains aussi faciles que mirifiques aux banques et permis d'enfler sans mérite les bonus des banquiers. L'ennui c'est que cette gratuité du crédit n'est qu'apparente. Au final comme tout a un coût, il faudra bien que quelqu'un paie d'une façon ou d'une autre.

- Les grandes banques ont pu continuer à spéculer pour compte propre avec des gains d'autant plus facile que l'argent ne coûtait rien.

- Le portage des prêts aventurés a vu son coût baisser fortement, et la possibilité des revenir à une comptabilité historique (et non plus à la valeur du jour) a permis de planquer les pertes et de les renvoyer à plus tard.

- Les banques ont supprimés en un clin d'oeil toutes les facilités de crédits et tous les découverts. Il est totalement hypocrite de la part des banques d'affirmer qu'elles n'ont que "très peu" diminué leurs encours de crédits. Elles ont totalement empêché les entreprises d'utiliser les facilités de crédits sur lesquelles elles comptaient en cas de conjoncture difficile ! C'est exactement comme si tout le secteur des assurances avait aussitôt et comme un seul homme résilié toutes les polices d'assurances à un moment où on sentait des risques venir !

- Les opérations bancaires ont été taxées en même temps que la majorité des opérations ont été renvoyées sur le client. les clients ont donc du payer pour faire les opérations eux mêmes !

- Les produits toxiques ont été impitoyablement renvoyés sur l'épargnant captif et berné, après que les banques se soient octroyées de juteuses commissions.

Il n'y a pas un jour sans qu'une nouvelle affaire montre combien les conflits d'intérêts ont été importants.

Un jour c'est une banque qui a financé d'une part une bateau pour un affrêteur, avec les gains afférents et qui peu après place les quirats correspondant à la valeur du bateau y compris les coûts bancaires, dans leur réseau d'épargnants, avec les commissions afférentes. Le bateau en fait ne vaut rien car il n'a pas d'utilisation rationnelle. Tant pis. L'armateur et la banque se sont partagés le bon argent des épargnants qui n'ont que leurs yeux pour pleurer.

Un autre jour c'est un promoteur immobilier qui a vu la même banque financer son projet de local défiscalisé dans les Dom Tom et prêter de l'argent à ses épargnants pour commercialiser le programme. Le placement se révèle désastreux. La banque a gagné deux fois. Et elle vire les grincheux qui n'ont qu'à aller ouvrir un compte ailleurs maintenant qu'ils ont été grugés.

Toute la défiscalisation a marché sur des bases douteuses de ce type et a été l'occasion de milliers de combines et de conflits d'intérêts.

Les gains frauduleux se sont ajoutés aux libéralités de l'Etat (des Etats devraient-on dire) et de la BCE.

Le tout sera payé par le contribuable, les entreprises, l'emploi, le déposant et l'épargnant. Au prix fort ! Alors que les oligarques ont sauvé presque tous leurs situations et leurs prébendes.

La situation en France est exactement celle que décrit J. Stiglitz. Mais n'espérez rien lire dans les medias français : financièrement à l'agonie, ils ont besoin des banques...

Joseph Stiglitz valide la totalité des idées que nous avons émises sur ce sujet depuis 18 mois. Certains de nos lecteurs ont cru que nous étions peut être un peu marginaux, radicaux et même excessifs. Et bien non. Alors nous persistons et signons :

- Nous avons payé un prix excessif le sauvetage des grands banquiers
- L'oligarchie aurait du être brisée et le secteur bancaire totalement réorganisé.
- Une occasion unique a été perdue. Elle ne se reproduira pas de sitôt.
- Le citoyen et l'acteur économique paieront les coûts de cette erreur pendant que la valse des bonus reprendra.

N'avoir fait AUCUNE REFORME est une faute impardonnable.

Didier Dufau pour le cercle des économistes E-toile.